



# Le dispositif d'appui aux entreprises françaises aux Emirats Arabes Unis (EAU)

Janvier 2019

### Le dispositif français d'appui aux entreprises aux EAU dispose de compétences régionales

Depuis septembre 2017, un <u>Service Economique Régional</u> (SER), localisé à Dubaï dans les locaux du Consulat Général et de Business France, couvre les pays de la péninsule arabique (Arabie saoudite, EAU, Qatar, Koweït, Oman, Bahreïn, Yémen) sur les sujets économiques et financiers, ainsi que les questions transversales.

<u>Le Service Economique</u> (SE) d'Abu Dhabi, dont la compétence s'étend sur l'ensemble des EAU, a intégré les locaux de l'Ambassade de France en 2014.

Le SE intervient sur la coopération économique bilatérale (représentation des intérêts économiques français auprès des administrations, des institutions et organismes locaux, dialogue avec les autorités sur les questions bilatérales et multilatérales commerciales et financières), la préparation, la coordination et l'organisation des visites officielles à caractère économique, le suivi des politiques publiques ou encore l'accompagnement et la structuration de l'offre française sur les grands projets. Il héberge également une <u>conseillère régionale de l'Institut National pour la Propriété Industrielle (INPI)</u>, qui a pour objectif de fournir un appui technique aux autorités et aux entreprises françaises sur l'application des normes relatives à la propriété intellectuelle au Moyen Orient. Un <u>attaché douanier</u> est affecté à Dubaï pour travailler en priorité avec les douanes de Dubaï et des Emirats du Nord.

# Le SE d'Abou Dhabi est chargé de la coordination et de l'animation des instances représentatives de la communauté d'affaires française

Business France est très présent aux EAU notamment lors de grands salons (Arab Health, Adipec, Gulfood) <u>Business France</u>: le bureau de Dubaï, qui compte actuellement 22 collaborateurs, a une compétence régionale sur les pays du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (bureau en Arabie Saoudite, antennes au Qatar et au Koweït), le Liban et l'Egypte. Il suit à distance le Bahreïn, la Jordanie, l'Irak, l'Iran, le Pakistan et le Sultanat d'Oman. L'activité de Business France aux EAU est dynamisée par le rythme soutenu de grands salons à portée régionale voire internationale (Gulfood, Adipec, Arab Health, etc.). Ces évènements mobilisent les équipes sur l'organisation de pavillons et de programmes pour délégations, en sus des activités d'aide à la prospection et au développement de courants

# Service Economique d'Abu Dhabi



**213 V.I.E.** aux EAU

**12<sup>ème</sup>** rang mondial

Les CCI françaises rassemblent + 1 120

membres

d'affaires. Le bureau dispose également d'un Hub Invest et d'un Pôle Communication régionaux. Avec 213 V.I.E au 1er janvier 2019, les EAU se classent par ailleurs dans les 12 premiers pays au niveau mondial.

Hébergé dans les locaux de Business France, <u>Atout France</u> est chargé de promouvoir l'offre française et la coopération dans le domaine touristique, avec une compétence régionale vaste qui englobe la région Proche et Moyen-Orient (PMO) et la Turquie. L'agence fonctionne avec six collaborateurs permanents.

<u>Sopexa</u>, pour la promotion du secteur agroalimentaire, avec une compétence pour l'ensemble de la région PMO (70% de ses activités se concentrent sur les EAU).

Le Comité EAU des <u>Conseillers du Commerce Extérieur de la France</u> (CCEF) est le plus important de la région PMO avec près d'une cinquantaine de membres.

Les entreprises peuvent en outre s'appuyer sur les deux **chambres de commerce et d'industrie françaises** aux EAU : le <u>FBG</u> (« French Business Group ») à Abu Dhabi (environ 380 membres) et le <u>FBC</u> (« French Business Council ») à Dubaï et aux Emirats du Nord (environ 740 membres), qui interviennent pour aider les entreprises à s'implanter, se structurer et pérenniser leur présence sur le marché émirien.

## Un dispositif au service de l'innovation et des grands projets des Emirats

Le comité GIFAS organise le pavillon français au salon aéronautique de Dubaï

Le SE d'Abu Dhabi est à l'initiative de la création de <u>4 clusters français</u> afin de structurer l'offre française sur deux projets emblématiques : l'aéroport international Al Maktoum à Dubaï (futur plus grand aéroport du monde) et l'Expo 2020 Dubaï. Ces clusters, qui réunissent une quinzaine d'entreprises chacun et sont regroupés sous le logo unique « French Efficiency », sont animés par le SE d'Abu Dhabi et pilotés par des entreprises choisies par leurs pairs (« efficacité énergétique », « expérience du voyageur / visiteur », «TIC et systèmes d'aéroports» et « sécurité sur méga-événements »).

Un « French Tech Hub Dubaï UAE » a été labellisé et lancé le 17 octobre 2016, en marge du salon Gitex Technology. Enfin, deux clubs sectoriels sont actifs sur le Moyen-Orient à partir des EAU (le club énergies Renouvelables et le club Santé) et le Comité GIFAS organise le pavillon français à l'occasion du salon aéronautique de Dubaï (« Dubaï Airshow »).

Le French Tech Hub Dubai UAE a été labellisé en 2016 Eu égard au niveau de développement avancé de son économie, les EAU ne sont éligibles ni au Fasep-Etudes ni aux prêts du Trésor concessionnels. <u>Bpifrance Assurance Export</u> maintient une politique de crédit ouverte, avec toutefois une vigilance particulière sur Dubaï. L'évaluation pays et l'environnement des affaires sont notés respectivement A3 et A2. L'agence est régulièrement sollicitée par les entreprises pour ses offres d'assurance-crédit (le tramway de Dubaï et extension du métro de Dubaï, par exemple).

**Bpifrance** dispose également d'un bureau régional à Dubaï.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des Etats-Unis.



#### Publication du Service Economique d'Abu Dhabi

Ambassade de France aux Emirats arabes unis Etihad Towers, Abu Dhabi PO Box 4036

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.

Rédigé par : Flora DAUTHEUIL, Anne-Sophie MAUGENDRE Revu par : Laura TORREBRUNO

Version du 06/02/2019